

Omar Slaouti: «S'imposer à la fois contre le racisme et le néolibéralisme»

PAR JOSEPH CONFAVREUX
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 29 NOVEMBRE 2018

À la veille d'une journée où les héritiers de l'immigration coloniale sont invités à « disparaître » vendredi, avant de « réapparaître » le lendemain, entretien avec Omar Slaouti, porte-parole du collectif Rosa Parks.

Omar Slaouti est l'un des porte-parole du collectif Rosa Parks, qui appelle à deux journées inédites de mobilisation des héritiers de l'immigration coloniale ces vendredi et samedi. « *#Le 30 novembre 2018, contre le racisme et les inégalités sociales, on disparaît de nos lieux de travail, de nos facs, de nos écoles, des réseaux sociaux, des lieux de consommation. Et le 1^{er} décembre, on réapparaît sur toutes les grandes places des villes, pour exiger Égalité et Dignité pour tous et toutes* », explique l'appel soutenu par plusieurs représentants du monde politique, syndical et intellectuel.

Ce collectif revendique à la fois une autonomie d'action et une inscription dans un moment social et politique particulier, qui voit les « gilets jaunes » appeler à une nouvelle journée de manifestation ce samedi.

Dans un texte intitulé *Des gilets jaunes au(x) gants noirs : égalité, dignité, justice ou rien !*, les membres de Rosa Parks écrivent qu'il « *n'y aura pas de front large contre le régime de Macron ou contre le fascisme qui s'annonce si l'immigration et les banlieues qui constituent quelques millions d'âmes sont ignorées* ». Entretien.



Qui est le « nous » du collectif Rosa Parks, qui appelle à une « *journée sans nous* » vendredi 30 novembre et à une « *journée 100 % nous* » samedi 1^{er} décembre ?

Omar Slaouti : Les textes qui appellent à cette mobilisation proviennent d'un « nous » qui est celui des victimes du racisme structurel, mais ils se finissent sur un « nous » inclusif, qui contient tous ceux qui dénoncent à la fois le néolibéralisme, la casse des services publics et le racisme structurel.

Comment est née cette mobilisation ?

De plusieurs constats et de plusieurs expériences politiques. À l'approche des européennes et des municipales, nous avons pu voir qu'il allait être fortement discuté des migrant-e-s, des musulman-e-s, des habitant-e-s des quartiers populaires, bref de tout ce qui peut relever de l'altérité à partir d'identités nationales totalement fantasmées. Mais ces objets parlés n'étant pas considérés comme des sujets parlants, il était d'abord nécessaire de refuser cette réification et d'exister comme sujets dans le champ politique. S'imposer à la fois contre le racisme et contre le néolibéralisme.

Le second point important pour nous était de nous impliquer dans le débat politique, en travaillant les formes de cette mobilisation. La grève générale des femmes espagnoles le 8 mars 2018 a été une source d'inspiration. C'est ainsi que nous avons décidé de disparaître, non seulement sous forme de grève, mais aussi dans les lycées, dans les facs, sur les réseaux sociaux, dans les grandes surfaces, avant de réapparaître le lendemain.

Un autre exemple de ce type a été la mobilisation d'un million de Latinos américains qui, en 2006, ont décidé de faire grève et de refuser de consommer, pour contester une loi discriminatoire à leur endroit. Mais on pourrait aussi citer le MTA (Mouvement des travailleurs arabes) qui, en 1973, avait appelé à plusieurs journées de grève, pour protester à la fois contre l'assassinat de dizaines d'Algériens et au-delà contre le sort qui leur était fait dans la société française.

Comment vous situez-vous par rapport à la mobilisation des « gilets jaunes » ?

C'est un problème, quand on est victime de racisme ou de sexisme, de devoir se prononcer sur des mobilisations parallèles. A-t-on demandé aux « gilets jaunes » de se situer par rapport aux mobilisations antiracistes ou antisexistes ? Quand les femmes ont manifesté le 24 novembre dernier, leurs revendications étaient suffisamment importantes pour prendre un sens politique indépendamment des « gilets jaunes ». Pourtant, leur mobilisation a été occultée, dans les médias *mainstream*. Comme si toutes les mobilisations devaient, pour avoir un écho, voire une légitimité, être prises dans les filets jaunes.



Sur les Champs-Élysées, samedi 24 novembre. © Thomas Halley

Je ne doute pas que certaines femmes qui portent le gilet jaune la semaine sont allées à cette manifestation « Nous toutes » ou « Nous aussi » préparée depuis des mois, et y ont porté d'autres pancartes et banderoles réclamant la fin des violences sexistes et sexuelles.

La force des « gilets jaunes » antiracistes et donc aux gants noirs, ce serait par exemple de rejoindre ce samedi 1^{er} décembre la mobilisation du collectif Rosa Parks, à 14 heures, à Nation, pour le partage des richesses et contre le racisme. Quitte à aller après faire du terrassement en dépavant les Champs-Élysées vers 16 heures. Cela fait des mois que nous préparons cette

mobilisation et nous savons l'urgence de l'émergence de paroles antiracistes dans la période. Dans le même temps, beaucoup veulent salir le mouvement des « gilets jaunes » en y mettant un trait d'égalité avec les partis de Dupont-Aignan ou de Le Pen.

Cela relève d'un mépris social absolu mais, indéniablement, certains de ces gilets ont bien une couleur brune. Il est temps qu'une partie des « gilets jaunes » affirme collectivement qu'il n'y aura pas de justice sociale dans une société raciste structurellement et exclue de leurs rangs ceux qui pensent le contraire. Pour le dire plus simplement, une fois qu'on a le pavé dans la main, la question est vers qui le lancer. Ceux qui visent, en plus du gouvernement, des Arabes, des Roms et des Noirs, ils le savent, nous serons en face d'eux avec d'autres pavés et pas à leurs côtés.

Dans notre collectif Rosa Parks, nous pensons que les « gilets jaunes » traduisent un mécontentement, voire une amertume sociale qui arrive dans une situation où les revenus ne sont pas à la hauteur des besoins et où la mobilisation sur le gazoil s'inscrit dans une crise plus générale. Derrière le prix du gazoil, il y a d'abord la casse des services publics qui oblige à prendre sa voiture, notamment quand on vit dans le monde rural ou dans des quartiers populaires enclavés.

Tout cela est la traduction de crises multiples : économique, sociale, institutionnelle, écologique... Mais c'est aussi une crise de sens dans un monde qui ne comprend pas pourquoi les nouvelles générations vivraient moins bien que les précédentes. C'est pour ça que nous prenons au sérieux la mobilisation des « gilets jaunes ». Tout particulièrement à La Réunion, où même les produits de première nécessité sont parfois hors de portée. Ils vivent de plein fouet racisme colonial et néolibéralisme.

Si les « gilets jaunes » ne sont absolument pas réductibles à l'extrême droite, ils comptent des fascistes dans leurs rangs. N'est-ce pas problématique pour le camp de l'antiracisme de les soutenir, voire de les rejoindre, à l'instar du Comité Adama, du nom d'Adama Traoré, cet homme de 24

ans retrouvé mort en 2016 dans une gendarmerie du Val-d'Oise, dans des circonstances toujours non éclaircies ?

Le Comité Adama a sa propre stratégie, que nous ne partageons pas à Rosa Parks, même si dans nos combats à venir nous nous rejoindrons. Ce sont des militants pour lesquels nous avons un grand respect.



Il existe, sur le sujet, des contradictions internes aux « gilets jaunes » et c'est pour cela que Rosa Parks n'appelle pas à les rejoindre en tant que tel. C'est par exemple une mobilisation qui revendique beaucoup la fierté de l'appartenance à la France, le fait d'être « gaulois ».

Nous, à Rosa Parks, ne sommes pas fiers d'être gaulois ou français, nous ne sommes même pas fiers de vivre en France, nous sommes fiers de la lutte pour l'Égalité des migrant-e-s, des sans-papiers, des gens ségrégués dans les quartiers populaires, des personnes discriminées en raison de leur origine, fiers des luttes des cheminots, des lycéens et étudiants, des salariés : de l'Hôtel Park Hyatt, des EHPAD, des Ford, des Carrefour, bref des travailleurs en général avec l'aide de leurs syndicats, que ce soit la CGT, Solidaires ou la CNT.

Mais nous entendons l'idée que des jeunes victimes de racisme puissent manifester leur mécontentement social en même temps qu'eux. Si samedi se produisent des affrontements entre l'extrême droite et des jeunes de quartier, cela exposera ces contradictions. Nous soutiendrons celles et ceux qui portent l'antiracisme politique partout, y compris jusque dans les rangs des « gilets jaunes ».

Mais notre stratégie n'est pas celle-ci et nous pensons que c'est une erreur de s'y fondre pour l'heure, tant que des clarifications contre le sexisme et le racisme ne sont pas pleinement portées par le mouvement, le risque majeur étant de légitimer un discours contraire malgré soi. Mais viendra le moment où un appel pour l'égalité entre tous et toutes, pour le partage des richesses en augmentant les revenus du peuple émergera. En tout cas, nous y travaillons.

Pourquoi avoir choisi le nom de Rosa Parks pour votre collectif ?



Rosa Parks en 1955.

Le 1^{er} décembre 1955, cette femme est restée assise pour que nous vivions debout, en refusant d'être assignée à une place dans un bus qui symbolisait sa place dans un système déshumanisant. Aujourd'hui, de la même façon, les migrant-e-s sont considérés comme faisant partie de la « zone du non-être », pour reprendre les mots de Frantz Fanon.

Nous refusons une société dans laquelle certains ont des avantages et d'autres des inconvénients. Nous refusons les discriminations racistes structurelles de la France contemporaine, fondées sur une couleur de peau ou une religion entendues comme des statuts sociaux et politiques. Rosa Parks s'est opposée à cette assignation. Elle est connue internationalement et nous voulons que notre mobilisation se prolonge dans les années à venir et internationalement.

Le choix du nom de Rosa Parks ou le modèle de la grève des Latinos américains en 2006 ne risquent-ils pas de calquer ou plaquer la réalité des États-Unis sur la situation française ?

On ne fait pas de copier/coller, mais il existe des jointures. Le mouvement **Black Lives Matter** est lié à l'histoire spécifique des Noirs américains. Mais il trouve des résonances avec les violences policières en France.

Des deux côtés de l'Atlantique, même si les ressorts historiques ne sont pas les mêmes, puisque l'histoire de la colonisation et de l'esclavage ne sont pas identiques, des personnes sont discriminées aujourd'hui parce que le racisme a été institutionnalisé.

Internationaliser les combats pour l'égalité est très important. Les luttes des femmes ont aussi une dimension internationale, même si les ressorts du sexisme et du patriarcat peuvent être différents d'un pays à l'autre.

On souligne beaucoup le caractère inédit et horizontal de mobilisations comme la vôtre, comme celle des « gilets jaunes » ou comme celle de Nuit debout. Ce caractère peu centralisé et hiérarchisé est-il une force, ou une faiblesse, pour votre mouvement ?

La mobilisation des « gilets jaunes » est le résultat en partie d'un désaveu de ce que les gouvernants appellent les corps intermédiaires – syndicats ou partis politiques –, qui jouent un rôle de structuration du mouvement social. On sent, chez les « gilets jaunes », une méfiance hypertrophiée vis-à-vis des syndicats et des partis politiques, qui est d'ailleurs souvent réciproque.

Si cette volonté d'horizontalité est légitime et bienvenue, parce qu'elle fait émerger des revendications venant de la base, je pense qu'elle doit se structurer, comme on le voit en ce moment avec le porte-parolat, pour pouvoir se frotter aux mouvements politiques et syndicaux. Si l'on veut travailler à changer les choses, il y a une nécessité de travailler ensemble et de s'organiser. Les syndicats font de ce point de vue partie de l'équation.

Par exemple l'UNEF aide fortement la structuration d'un mouvement parti de la base, celui des étudiants étrangers hors UE à qui, en guise de « bienvenue », le gouvernement propose de multiplier par 16 leurs frais d'inscription. Ils appellent à un rassemblement à midi ce samedi au Panthéon pour pouvoir rejoindre ensuite Nation à 14 heures. La base doit être entendue surtout par des organisations du mouvement ouvrier, dès lors que l'opposition politique aux discriminations est clairement affirmée.

Comment ont réagi les forces syndicales et politiques à l'appel du collectif Rosa Parks ?

Notre collectif, qui est parti de la base, a demandé aux syndicats et aux forces politiques de se positionner. Nous avons reçu le soutien de plusieurs syndicalistes, de porte-parole du NPA, d'EELV, de députés du parti communiste et de La France insoumise. Nous avons donc reçu le soutien d'un arc anticapitaliste assez classique. Nous avons aussi reçu le soutien de syndicalistes de la CGT, de Solidaires, de la FSU, du CNT. C'est plus compliqué du côté des syndicats eux-mêmes, bien que Solidaires ait mouillé la chemise. Mais ça viendra !

Pourquoi marcher contre le « racisme d'État », expression qui fait polémique, ne serait-ce que parce que l'État n'est pas un tout homogène et que certaines de ses composantes luttent contre les discriminations structurelles ?

Il existe un racisme institutionnel et structurel que beaucoup de sociologues ont mis en évidence, parce que le racisme n'a pas besoin d'intentionnalité pour exister. Le dernier exemple en est Parcoursup, dans lequel il n'existe aucune intentionnalité de discriminer les habitants des quartiers populaires, qui sont souvent noirs et arabes, parce qu'ils sont pauvres et ségrégués. Pourtant, ce système a fait le plus de dégâts dans les lycées professionnels et les établissements de banlieue, et on est bien obligés de constater que parmi les élèves qui ont eu le bac et dont certains n'ont pas eu satisfaction pour leurs vœux, beaucoup sont racisés car venant de ces secteurs.

Dans l'orientation et l'éducation, la discrimination structurelle en fonction de la perception, réelle ou supposée, de l'origine ethnique ou du genre des élèves existe, comme dans de nombreux autres espaces sociaux.

En plus de ce racisme institutionnel, nous parlons de racisme d'État, parce que nous y voyons une intentionnalité, discriminatoire et raciste, qui consiste à fabriquer des ennemis de l'intérieur, que ce soit avec les contrôles au faciès, la circulaire Chatel qui interdit aux mamans portant un foulard d'accompagner les enfants en sortie scolaire, ou encore la loi de 2004 sur les signes ostentatoires à l'école, qui vise les jeunes filles portant un foulard musulman, ou encore le refus de scolarisation des enfants roms.

Dire cela ne signifie pas que nous voyons l'État comme homogène, ou qu'il n'existe pas de contre-pouvoirs, comme en a par exemple témoigné le Conseil d'État lorsqu'il a rejeté les contrôles au faciès. Il existe des rouages institutionnels qui peuvent mettre un bémol au racisme structurel, mais ça ne change rien sur le fond. Les contrôles au faciès explosent. Par ailleurs le racisme d'État est différent d'un État raciste. Nous ne disons pas que la France est un État raciste.

On a le sentiment que ces deux journées d'action tentent de renouer question sociale et question raciale, qui semblaient s'être éloignées ces derniers temps. Comment faire pour cesser d'opposer les colères et les revendications du petit peuple blanc et des descendants d'immigrés et de colonisés ?

Pour moi, la question ne se pose pas ainsi, dans la mesure où les colères, légitimes, du « *petit peuple blanc* », comme vous dites, traversent également les quartiers populaires, dans lesquels le néolibéralisme fait d'ailleurs le plus de dégâts et où la casse des services publics, qui demeurent un des meilleurs moyens de redistribution sociale, a été la plus forte.

Le néolibéralisme, s'il abîme d'abord les quartiers populaires et les zones rurales, abîme l'ensemble de la population, et crée un système de santé, d'éducation, de transports à plusieurs vitesses. Le désastre écologique touche aussi tout le monde,

même s'il atteint en priorité les populations les plus paupérisées, à travers la malbouffe, les maladies cardio-vasculaires ou pulmonaires.

La montée des droites extrêmes et racistes de l'Europe au Brésil impose l'idée que certaines personnes dans une désespérance totale peuvent se tromper de colère. Revendiquer l'identité, ici le côté gaulois, c'est parfois le dernier moyen d'exister, c'est oublier sa classe sociale, son internationalisme pour certains.

Les victimes du néolibéralisme partagent les mêmes misères, par la faute des 1 % qui profitent du système et des institutions, notamment européennes, qui leur imposent de telles politiques. Il est temps que nous autres, à égalité de regard, on se retrouve pour bloquer les rouages de cette économie, car la théorie du ruissellement chère à Macron continue d'arroser les mêmes et d'assécher les mêmes, y compris notre planète.

Dans un texte de soutien à votre action, le philosophe Étienne Balibar écrit : « Je ne suis pas enthousiaste de l'opposition entre des "racisés", amalgamés en un seul groupe, et un "privilège blanc", bien aléatoire d'un lieu ou d'un pays à l'autre, dont l'invocation risque aussi de favoriser les politiques "identitaires" aujourd'hui galopantes en Europe comme aux États-Unis. » Que faites-vous de cette critique ?



Étienne Balibar en 2011.

C'est une critique bienvenue. On peut discuter des avantages d'être blanc sans être dans une approche essentialiste. On peut discuter du fait qu'une approche formulée seulement en termes de privilèges et d'inconvénients risque de créer une césure pérenne entre des groupes qui doivent s'unir. Changeons les termes s'il le faut, l'essentiel étant que l'unité de

nos combats se fasse à égalité de regard, donc en ne niant pas les discriminations que subissent certains et auxquelles d'autres échappent.

Mais tout le monde s'accorde à dire que, dans cette société patriarcale, le fait d'être un homme présente des avantages sur le fait d'être une femme, que ce soit en termes de salaires, de reconnaissance, de statut politique, car il existe un sexisme structurel. Il existe aussi un racisme structurel qui fait que, quand est noir ou arabe, on « respire moins bien » dans cette société et qu'il y a des personnes qui vivent des inconvénients structurés et structurels majeurs liés à la couleur de peau ou à la religion.

Quelle peut être la place des Blancs dans une mobilisation comme la vôtre ?

La question me gêne parce que les Blancs sont déjà partie prenante. Dans l'antiracisme politique, il y a des Blancs. Toutes celles et tous ceux qui condamnent le racisme structurel et le néolibéralisme ont toute leur place. Et, inversement, ce n'est pas parce qu'on est arabe ou noir qu'on est un allié contre le racisme. Nous refusons toute posture essentialiste. Nous avons des ennemis de la première heure qui peuvent revendiquer leurs origines non blanches et demeurent des ennemis, en particulier tous ceux qui gravitent autour des sphères antisémites et d'Alain Soral.

« L'autonomie » ou la « non-mixité » peuvent-elles constituer des projets politiques durables ou sont-elles des exigences momentanées ?

L'autonomie est consubstantielle à tous les secteurs du mouvement ouvrier et du mouvement social. Cela signifie juste que les premiers concernés par une oppression spécifique sont légitimes à se retrouver,

s'organiser, structurer leur mouvement, discuter des alliances. Cette autonomie a été importante dans les mouvements d'émancipation des homosexuels, des femmes, mais pour des Arabes, des Noirs, des musulmans, ça fait peur. Il va falloir malgré tout l'entendre aussi pour celles et ceux qui sont victimes du racisme.

Mais l'autonomie est un moyen, ce n'est pas un but en soi. Notre collectif Rosa Parks part de nos combats et de nos douleurs de peau, mais il est ouvert à tous et toutes.

La race peut-elle vraiment n'être entendue et comprise que dans un sens « social » et non biologique ?

Lorsque les sociologues expliquent que la race est une construction sociale, cela ne pose pas de problème. Dès lors que des Noirs et Arabes emploient ce mot, ils sont soupçonnés d'essentialisation, voire pire. Je comprends les problèmes que soulève le mot, mais on ne nous entend pas quand on répète qu'on emploie ce terme dans un sens social et qu'on travaille totalement à la disparition de la racialisation de la société. Noir ou Arabe ne constituent pas des couleurs de peau mais un statut politique et social. Enlever le mot *race* d'un texte constitutionnel ne change rien au racisme.

Le mot *race* est je vous assure moins effrayant que la réalité du racisme. D'ailleurs, c'est le racisme qui crée la race et pas le contraire. On le criera ce samedi 1^{er} décembre à Rennes avec le collectif pour Babacar Gueye, à Marseille avec le collectif de la rue d'Aubagne, à Lille, à Lyon, à Paris 14 heures Nation et ailleurs, et vous savez quoi ? Il y en a même qui auront un gant noir et qui hurleront « *Macron, démission !* »

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.